

Séance académique du 25.11.2010

**Message de M. José Manuel Barroso,
président de la Commission européenne**

Altesse royale,
Monsieur le Premier Ministre,
Monsieur le Président de la Fondation,
Messieurs les Présidents du Parlement européen et du Conseil européen,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Je remercie chaleureusement la Fondation du mérite européen, son Président, Jacques Santer, et son Président d'honneur, Jean-Claude Juncker, de nous accueillir à cette cérémonie de quarantième anniversaire, en présence du Grand-Duc du Luxembourg.

Je remercie aussi notre pays hôte, dont je connais bien la foi dans l'Europe. Le Luxembourg a toujours joué un rôle de tout premier plan dans la vie communautaire. Il a toujours répondu présent aux grands rendez-vous de la construction européenne. Je salue l'engagement pro-européen de grandes personnalités politiques luxembourgeoises – je pense surtout à Joseph Bech, à Pierre Werner, à Gaston Thorn, à Jacques Santer et, bien sûr, à Jean-Claude Juncker, pour nommer quelques-unes de ces personnalités qui représentent le consensus national d'un de nos six pays fondateurs.

Mesdames et Messieurs,

C'est un honneur pour moi de figurer dans la toute première "promotion" de récipiendaires du collier du mérite européen. Et je suis particulièrement sensible au fait que cette distinction me soit remise des mains de Jacques Santer, qui m'a précédé de quelques années à la tête de la Commission européenne.

La fondation s'est donné pour but de mieux faire connaître le projet politique européen en menant des activités d'information, de recherche et de débat. Je voudrais vous encourager à

entretenir la flamme européenne. Continuez avec la même passion à expliquer l'Europe, et ainsi à rallier, en particulier les jeunes générations, à notre projet commun!

Nous avons besoin des voix de tous ceux qui ont foi en l'Europe pour lutter contre le défaitisme ambiant. Pas seulement de ces voix nécessaires à Bruxelles, ou à Strasbourg, ou à Luxembourg. Je parle des voix tout aussi importantes, au moins, de ceux et de celles qui assument des responsabilités avec conviction dans nos pays membres, nos régions, nos villes et communes.

Car nous vivons des temps décisifs pour l'Europe. La crise économique n'est pas terminée. L'Union doit faire face au chômage. Notre monnaie commune, l'euro, est sous pression dans certains Etats membres. Plus que jamais, notre solidarité et notre détermination sont en jeu.

Mesdames et Messieurs,

Ne cédon pas l'Europe, notre Europe, aux défaitistes et aux "déclinologues". Notre tâche en ce moment n'est pas facile, mais nous pouvons être confiants. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder tout ce que l'Europe a accompli et réussi ces quelques dernières années. Regardons les résultats et les réalisations objectives!

L'Union élargie à 27 compte beaucoup plus dans le monde qu'il y a quelques années. Nous sommes la première puissance commerciale du monde. Nous avons la deuxième monnaie de référence au monde. Notre dimension actuelle nous permet de parler d'égal à égal avec les grands acteurs mondiaux comme les Etats-Unis ou la Chine. L'Europe est capable d'initiatives mondiales qui ont démontré leur efficacité. Je pense au processus du G20 pour une réponse mondiale coordonnée à la crise. Cette initiative de l'Union a permis d'enrayer un effondrement du système financier mondial. Elle permet maintenant aux pays industrialisés et émergents qui représentent 80% de l'économie mondiale d'avancer ensemble vers une reprise concertée. Le sommet de Séoul vient de le montrer.

Avec le traité de Lisbonne, nous avons désormais les moyens d'agir plus efficacement à l'intérieur et sur la scène mondiale. C'est à nous d'utiliser pleinement ce plus d'Europe au bénéfice de chacun.

Face à la crise, l'Europe a démontré sa crédibilité et sa réactivité, mais aussi sa capacité d'union. Elle a choisi LA stratégie politique à la hauteur des enjeux: plus d'Europe. C'est-à-dire plus de coopération. Plus de coordination. Plus de solidarité.

Coordination des politiques économiques, grandes avancées dans la gouvernance économique, mécanisme de stabilisation, déploiement de notre nouvelle stratégie de croissance Europe 2020 : qui aurait pu dire, il y a un an, en début de législature, que nous parviendrions à autant de résultats aussi déterminants pour l'avenir de l'Europe ?

Qui aurait pu dire que nous aurions le 1^{er} janvier prochain des institutions de supervision financière européennes ? Que nous mettrions en place le « semestre européen » pour mieux évaluer l'application des futurs programmes de stabilité et de convergence et des programmes nationaux de réformes ? Que nous nous mettrions d'accord pour renforcer les règles du pacte de stabilité et de croissance ? Que nous déciderions de renforcer la gouvernance économique de la zone euro et de l'Union pour une meilleure convergence économique ? Qu'à la fin 2011, notre régulation financière aurait couvert tous les segments des marchés financiers ?

Aujourd'hui, les garde-fous sont en place sur les marchés financiers. Les jalons macroéconomiques sont posés pour repartir sur des bases saines vers notre objectif: une Europe prospère, inclusive et innovante, qui défend ses intérêts et ses valeurs dans le monde.

C'est quand elle est unie que l'Europe va de l'avant. C'est aussi quand le jeu institutionnel européen donne le meilleur de lui-même que l'Europe progresse.

La Commission européenne a un rôle éminent à jouer dans ce jeu institutionnel. Et c'est peut-être dans les moments de grande difficulté que se mesure encore plus pleinement, et avec plus de gravité encore, l'importance de la mission que les traités lui confient: prendre l'initiative, défendre l'intérêt général européen, être la garante du droit de l'Union, assurer la continuité de l'action européenne et veiller à ce que le navire garde son cap.

L'impulsion que la Commission donne à l'action européenne est indispensable. C'est non seulement une compétence donnée par le traité. C'est aussi une – très grande – responsabilité politique. L'institution et moi-même entendons l'assumer avec le sens profond de notre devoir à l'égard des citoyens européens.

Mais évidemment, aucune des étapes considérables que l'Union vient de franchir n'aurait été possible sans le Parlement européen et le Conseil européen.

La crise a démontré la volonté de nos institutions, mais aussi la nécessité de coopérer de façon constructive, engagée et déterminée, sans oppositions stériles ni entraves inutiles. Je crois même que c'est la raison pour laquelle Jerzy Buzek, Herman van Rompuy et moi-même recevons en même temps ce collier du mérite européen!

Alors soyons confiants dans notre capacité de mobilisation collective. Restons concentrés sur nos priorités et conscients de nos responsabilités respectives.

J'espère que l'esprit européen porté par nos Institutions soit aussi présent dans les décisions des responsables politiques au niveau national.

Et soyons fiers de notre projet européen – c'est-à-dire de nos acquis, de nos libertés, de notre modèle d'économie sociale de marché, de notre mode de vie, de notre espace intérieur sans frontières, de nos mécanismes de solidarité.

Notre grand projet politique a besoin de tout notre soutien!

Merci